

ANNEXE

ACCORD DE COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET DE RECHERCHE ENTRE L'UNIVERSIDAD MIGUEL HERNANDEZ DE ELCHE, ESPAGNE ET AVIGNON UNIVERSITÉ, FRANCE

Vu l'accord-cadre de coopération et afin de promouvoir la coopération internationale et de stimuler les échanges dans le domaine de la recherche, l'Universidad Miguel Hernández, Espagne, et Avignon Université, France, concluent l'accord de coopération suivant :



Article 1. Coopération entre les établissements

Les établissements encourageront des contacts directs, l'échange et la coopération entre les équipes, les laboratoires, instituts et centres de recherche. La coopération pourra prendre plusieurs formes juridiques telles que la mise en place de conventions de collaboration de recherche et/ou de conventions de prestations de services, l'échange de données, le prêt de matériel. Cette liste n'est pas exhaustive et d'autres modalités de coopération pourront être définies.

Article 2. Accueil d'enseignants-chercheurs et de chercheurs

Les établissements acceptent d'accueillir les enseignants-chercheurs et chercheurs invités de l'autre établissement afin de faciliter la coopération en matière de recherche, de développement de projets universitaires communs et le partage de thématiques communes.

L'accueil d'un enseignant-chercheur ou chercheur pourra avoir lieu seulement après avoir été formalisé par un acte pris dans le respect de la législation nationale de chacune des parties.

Article 3. Thématiques de recherche

La thématique prioritairement concernée sera la Biotechnologie sous la responsabilité scientifique des Directeurs du Laboratoire de Pharm-Ecologie Cardiovasculaire (LAPEC) d'Avignon Université, et de l'Instituto de Biología Molecular y Celular de l'Universidad Miguel Hernández.

D'autres thématiques de recherche présentant des intérêts et bénéfices mutuels pourront également faire l'objet de coopérations dans le cadre de cet accord.

Article 4. Modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation

Chacun des deux établissements désigne un service chargé de la coordination de la recherche. Pour l'Universidad Miguel Hernández, le service désigné est le « Service de Gestion de la Recherche – OTRI », sous l'autorité de sa Directrice. Pour Avignon Université, il s'agit de la « Maison de la Recherche », sous l'autorité de son Directeur.

Les parties contractantes se consulteront chaque fois qu'elles l'estiment nécessaire et au moins une fois par an, en particulier afin d'évaluer le développement et de dresser le bilan des actions réalisées ou en cours de réalisation, et d'élaborer les programmes annuels en matière de coopération de recherche.



Article 5. Disposition financière

Aucun des deux établissements n'est dans l'obligation d'apporter une aide financière aux universitaires invités. Cependant, les universités acceptent d'offrir dans la mesure du possible les services disponibles aux chercheurs et spécialistes invités. Ces services peuvent inclure la mise à disposition d'un bureau dans des conditions identiques aux conditions locales, un soutien administratif, l'utilisation de la bibliothèque et toute autre assistance habituelle. Chaque établissement apportera une aide pour les formalités éventuelles relatives aux visas et au niveau de la recherche d'un logement convenable. Les établissements admettent que toute autre disposition financière nécessite une négociation et un accord préalable écrit, signé par l'autorité compétente, et que toute activité spécifique dépendra de la disponibilité de fonds.

Article 6. Consultation des parties contractantes

Les parties contractantes se consulteront chaque fois qu'elles l'estimeront nécessaire afin d'évaluer le développement des actions d'enseignement et de recherche, de dresser le bilan des actions réalisées ou en cours de réalisation et d'élaborer les programmes annuels de coopération.

Article 7. Communication, publications, propriété intellectuelle

Les modalités relatives aux communications, publications et à la propriété intellectuelle seront précisées dans chacune des ententes spécifiques lorsque cela sera nécessaire.

Toutefois, il est d'ores et déjà convenu que chaque établissement s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit, sauf accord écrit préalable de l'autre établissement, les informations scientifiques, techniques ou commerciales, et notamment les connaissances antérieures, appartenant à l'autre établissement dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant dix (10) ans à compter de la date de signature du présent accord, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de celui-ci.

Article 8. Durée de l'accord

Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de la dernière signature apposée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve de l'approbation par les autorités compétentes de chaque pays lorsque celle-ci est requise. Il est conclu pour une durée de quatre (4) ans. Il pourra éventuellement être renouvelé selon les modalités prévues à l'article 9 de l'accord-cadre de coopération. Un avenant précisera l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de sa réalisation.

Article 9. Amendements

Dans le respect de l'accord-cadre de coopération, les parties peuvent à tout moment, par consentement mutuel, apporter par avenant des modifications aux termes du présent accord. Chaque avenant précisera, en tant que de besoin, les dispositions transitoires applicables aux échanges et programmes en cours.

Article 10. Résiliation

Les deux parties se réservent le droit de mettre fin à cet accord moyennant un préavis écrit de six (6) mois. Dans ce cas, les échanges et les programmes scientifiques en cours sont poursuivis jusqu'à leur terme initialement prévu.

Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi espagnole n ° 40/2015 du 1^{er} Octobre 2015 relative au Régime Juridique du Secteur Public, cet accord prend fin une fois accomplies les actions qui constituent son objet.

Seront motifs de résiliation du présent accord :

- a) L'expiration de la durée de validité de l'accord sans avoir convenu de sa prolongation.

b) L'accord unanime de tous les signataires. Dans ce cas, les deux parties prendront les mesures nécessaires pour éviter tout dommage, tant à elles-mêmes qu'aux tiers, étant entendu que les actions déjà engagées pendant la validité des relations entre les parties doivent se poursuivre.

c) Le non-respect des obligations et des engagements contractés par l'un des signataires.

Dans ce cas, l'une des parties peut notifier à la partie défaillante l'obligation de respecter les obligations ou les engagements jugés non honorés dans un certain délai. Cette exigence sera communiquée à la personne responsable du mécanisme de suivi, de surveillance et de contrôle de l'exécution de l'accord ainsi qu'aux autres parties signataires.

Si, après l'expiration du délai indiqué dans l'exigence, le non-respect persiste, la partie qui l'a adressée notifiera aux parties signataires la cause de la résiliation et l'accord sera considéré comme résilié. La résiliation de l'accord pour cette cause entraînera une indemnisation pour les dommages causés à la partie qui s'est conformé à l'accord, d'une manière à déterminer.

d) Une décision judiciaire déclarant la nullité de l'accord.

e) Toute autre cause que celles précitées, et qui serait déjà prévue par ailleurs dans l'accord ou prévue dans d'autres lois.



Article 11 – Transparence

Conformément aux dispositions de la loi 19/2013 du 9 décembre 2013 sur la Transparence, l'Accès à l'Information Publique et la Bonne Gouvernance, ainsi que de la loi de la Généralité de la Communauté valencienne 2/2015 du 2 avril 2015 sur la Transparence, la Bonne Gouvernance et la Participation Citoyenne, et pour la satisfaction des exigences en matière de publicité active concernant la publication des accords, cet accord sera publié sur le portail de la transparence de l'UMH: <http://transparencia.umh.es/>.

Article 12 – Protection des données

Les deux parties s'engagent à respecter avec une attention particulière les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 concernant la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et de la libre circulation de ces données. Et elles s'engagent à respecter, dans les termes applicables, toute évolution de la norme et/ou réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

Article 13 – Langues de rédaction de l'accord

Le présent accord est rédigé en quatre (4) exemplaires originaux identiques quant à leur contenu, dont deux (2) en langue française et deux (2) en langue espagnole.

Signatures



Philippe ELLERKAMP

Président

Avignon Université

Fait à Avignon

Le 02/10/2019



Vicente MICOL MOLINA

Vice Président pour les Relations Internationales

Universidad Miguel Hernández

Fait à Elche

Le 25 SEP 2019